

Papier de discussion pour le congrès du Parti du Travail (PdT Suisse) en juin 2009 :

I. Thèses sur l'Union Européenne

1. Le traité de Rome de 1957 fondant la Communauté Economique Européenne (CEE) a été une option des principales puissances et du capital de monopole d'Europe de l'Ouest. Aujourd'hui, les développements au sein de l'Union Européenne (UE) donnent raison aux forces qui avaient déclaré la guerre à cette politique, qui ont dit NON au traité de Maastricht et qui expriment aujourd'hui leur opposition au « traité constitutionnel » de Lisbonne. Le développement donne raison à ceux qui combattent aujourd'hui **l'Union Européenne du grand capital comme directoire néolibéral et militariste des grandes puissances.**
2. Les buts propagés de la part des forces dominantes de l'Union Européenne, sociaux-démocrates, conservateurs et droites de diverses tendances – tels que le développement des économies nationales, l'emploi et l'amélioration des conditions de travail, l'extension de la démocratie, la paix et le développement commun sur un pied d'égalité – se sont avérés de fausses promesses. L'UE a pour mission de **renforcer le capital transnational basé en Europe et les grands consortiums des plus puissants pays d'Europe** en étendant au niveau européen leur sphère de pouvoir économique et leur influence politique, en la renforçant dans les pays-membres, en retirant des droits et des acquis aux salariés, et

en exploitant de nouveaux marchés et des domaines de matières premières.

3. A l'heure actuelle, les **attaques contre l'emploi et les salaires** s'accroissent, de même qu'envers la prévoyance vieillesse et la sécurité sociale, les droits du travail et les droits syndicaux. Des droits fondamentaux tels que le droit à la formation scolaire, la santé et la prévoyance sociale sont transformés en marchés et en sources de profit du Grand Capital. L'exploitation, le chômage et les emplois précaires augmentent. Les exploitations familiales dans l'agriculture ou la pêche, les artisans indépendants et les petites entreprises industrielles sont écrasées par la domination des groupes financiers et des grands distributeurs.
4. Les **droits démocratiques** subissent d'âpres attaques. L'anticommunisme s'accroît, dans certains cas avec l'aide des gouvernements d'Etats-membres, dans d'autres cas avec l'encouragement des institutions de l'UE même. Les interdictions et les persécutions de forces de gauche se généralisent, le racisme et la xénophobie sont entretenus. Dans de nombreux états de l'UE (Espagne, Etat Baltes, Tchéquie, Hongrie, Pologne), les partis d'opposition sont opprimés et illégalisés.
5. La **militarisation** de l'UE progresse rapidement. L'augmentation constante des dépenses militaires des Etats membre de l'UE sont forcées de la part de l'UE. A cela s'ajoute la création d'une centrale d'armement, qui doit constituer un pendant européen au Pentagone.
6. La **collaboration de l'UE avec l'OTAN** et les USA progresse aussi rapidement, ce qui se manifeste non seulement dans les guerres impérialistes, notamment en Irak et en Aghanistan, mais aussi dans

les vols illégaux de la CIA, dans les tentatives communes de pression contre le socialisme de Cuba et le bolivarianisme vénézuélien et généralement contre tous les pays et les peuples qui résistent aux plans de domination mondiale impérialistes. Cette complicité entre UE et USA, qui s'exprime aussi par l'entrée de la France dans les structures de commandement de l'OTAN, brise les illusions de ceux qui veulent voir dans le renforcement de l'UE un contrepoison à la domination des USA. Les cours d'expansion de l'EU et de l'OTAN ne sont pas à séparer : le Grand Capital européen nécessite l'élargissement à l'Est de l'UE et l'OTAN, ainsi que la politique de pression contre les pays de l'Est souverains, pour réaliser ses plans de domination politique, économique et géostratégique. Pour cela, il convient que les candidats à l'entrée dans l'UE acceptent les partenariats avec l'OTAN et l'entrée à l'OTAN.

7. A l'interne, la militarisation de l'UE vise la soumission globale de toute la vie sociale aux objectifs de la politique hégémonique des puissances de l'UE. Les gouvernements de l'UE se préparent par une militarisation massive à l'explosion de désordres sociaux. Sous le prétexte de la « guerre contre le terrorisme », **l'appareil répressif a été massivement étendu :**

- par des augmentations financières et de personnel ;
- juridiquement, dans la mesure où les pouvoirs de police ont été étendus et les droits constitutionnels démocratiques règlementés et restreints ;
- par un nouvel armement, qui prend au plus profond les traits de l'impérialisme, par exemple avec les tasers, les drones etc. ;

- par l'extension de l'Etat fouineur avec les moyens techniques les plus modernes et la mise en réseau international des banques de donnée établies ;
- par la mise sur pied de troupes privées.

8. La **souveraineté et l'indépendance des peuples et des pays**

sont toujours plus remis en question. Cela ne se montre pas uniquement dans le contenu, mais aussi dans les méthodes de mise en œuvre du traité constitutionnel malgré son refus par les peuples français et hollandais. Jamais les peuples des membres de l'UE n'ont exprimé le vœu d'une constitution supranationale. Jamais n'ont eu lieu d'élections d'une assemblée constituante, de manière à ce que les partis aient l'occasion d'exposer leurs représentations sur les alternatives de constitution dans une campagne électorale, afin que les peuples puissent s'engager dans une direction. Jamais les peuples n'ont octroyé ni n'octroieront de mandat aux gouvernements pour négocier une constitution à huis clos et de la présenter à leurs administrés comme un fait accompli. Par une série de traités (Maastricht, Amsterdam, Nice, etc.), les gouvernements et les grands groupes économiques et financiers ont promu une Union Européenne comme directoire des entreprises multinationales et des puissances. Tout cela s'est fait dans les hautes sphères à distance des peuples.

9. L'UE repose sur un ensemble de traités, dans lesquels sont mises par écrit les conditions économiques et politiques pour la réalisation des objectifs de leurs initiateurs : militarisation, démantèlement social et démocratique aussi bien que politique de privatisations. Le traité de Lisbonne équivaut à de nouvelles pertes de souveraineté pour les peuples des pays membres de l'UE, des programmes d'armement militaire contraignants, une exploitation et une

oppression accrues des travailleurs et des travailleuses. Le capitalisme doit par le traité être établi comme **unique système économique acceptable**. L'UE ne peut en conséquence ni être instrumentalisée pour des mouvements progressistes, ni transformée dans une direction progressiste ou même révolutionnaire.

II. Conclusions (projet)

1. Pour ces raisons, le PdT s'associe au combat des partis communistes et des classes laborieuses d'Europe contre le centralisme européen, le néolibéralisme et le militarisme. Elle se bat pour une Europe de la paix et de la solidarité, de la justice sociale, de la collaboration entre Etats souverains et égaux en droits. Ainsi, le congrès corrige la position du congrès de 1991, qui était en partie le résultat de mauvaises estimations et d'erreurs isolées, compréhensibles en raison des circonstances historiques, en partie aussi l'expression de la capitulation intimidée de la vision prolétarienne et de l'expérience de classe.
2. Le PdT s'oppose aussi bien à l'entrée de la Suisse dans l'UE qu'à l'abandon de droits souverains à des formations supranationales du même type.
3. Pour autant qu'il se trouve des allègements ponctuels en faveur de groupes de salariés d'UE et de Suisse parmi les déterminations en vigueur et majoritairement hostiles aux travailleurs/-euses des traités avec l'UE, nous réclamons l'application de ces allègements aux citoyens de tous les pays sans égard à leur appartenance à des structures supranationales et à des blocs militaires.

4. Le PdT condamne la politique d'annexion progressive à l'UE et à l'OTAN, qui est menée par le Conseil Fédéral en grande partie derrière le dos du peuple, parce qu'on craint l'éclairage de l'opinion publique – qui se fraie pourtant de temps à autre une voie (crash Tornado, fax CIA, action « loup de papier »).

III. Sur l'article Crivelli (« Laisser l'option ouverte », Vorwärts 03.04.2009)

1. Le camarade Crivelli dissimule le caractère de classe de l'UE et nourrit le faux espoir, selon lequel l'aménagement par le politique de l'économie impérialiste pourrait être démocratique, etc.
2. Le camarade Crivelli parle de démocratie, mais jamais du Pays Basque. Il parle de paix, mais pas de la Yougoslavie. Il renonce à une confrontation à l'UE concrète et sa politique concrète, et nous alimente au lieu de cela d'une rhétorique pseudo-critique. Notamment, il instrumentalise le concept d'Europe, en faisant équivaloir l'UE et l'Europe, si bien que chaque critique à l'UE doit apparaître comme une critique à l'Europe (cf. la formulation « Notre parti doit envisager l'Europe avec la volonté de la transformer »).
3. Il confond l'internationalisme prolétarien avec le cosmopolitisme bourgeois, auquel il se sent si lié, qu'il appelle à l'autoflagellation : « nous Suisses... ne sommes pas meilleurs que les autres Européens, au contraire ». Crivelli ne comprend pas que le capitalisme d'un libérateur des nations s'est transformé en leur oppresseur.
4. Crivelli nie les tentatives de pression antidémocratique avant et après le référendum irlandais et le caractère antidémocratique des

procédés de réalisation de la nouvelle constitution européenne. Il ne recule pas devant la désinformation factuelle, en faisant comme si les outils de démocratie directe que sont le référendum et l'initiative fonctionneraient sans dommage en cas d'adhésion à l'UE.

5. D'une manière dénonciatrice et offensante, il repousse l'opposition à l'EU au sein du PdT du côté de l'UDC, et conjure le parti de « ne pas suivre les nationalistes d'extrême droite et la xénophobie ».
6. Les diffamations de Crivelli se dirigent aussi contre la « majorité de la population », que le démocrate Crivelli préférerait ne pas consulter. Ainsi, il impute à la majorité défavorable de la population de suivre le chant des sirènes de la droite. Posons-nous la question : si la tromperie populaire de l'UDC existe, un communiste ne doit-il pas s'interroger sur les origines de celle-ci ? Au lieu de cela, Crivelli prêche pour un élitisme politique, qui pourrait s'avérer facilement une prédiction auto-réalisatrice (self-fulfilling prophecy) pour un petit groupe.